

qui assaillent notre nation. Il me semble que le gouvernement a presque refile, à dessein, le problème de la pollution aux provinces. Bien entendu, il se dérobe ainsi à un lourd fardeau financier qu'il ne veut peut-être pas assumer pour le moment.

J'ai écouté avec intérêt les discours prononcés au cours du débat. Je suis partisan de la collaboration avec les autorités provinciales et municipales. Elle n'a été que trop rare jusqu'à maintenant. Je ne m'oppose pas à ce que l'on crée des groupes chargés de coordonner l'activité fédérale-provinciale à un niveau quelconque. Pourtant, si l'on examine les débats d'il y a trois ou quatre mois, on constatera que, de l'avis du gouvernement, il était extrêmement difficile de créer des groupes qui pourraient prendre des initiatives conjointes en matière de pollution. Comme on le voit à la page 10554 du *hansard*, le ministre d'État de Saskatoon-Humboldt (M. Lang) a dit:

Il y a deux ans, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de l'époque (M. Pepin), a proposé aux provinces que le gouvernement fédéral approuve la création d'un comité consultatif national de la lutte contre la pollution de l'eau, au sein duquel seraient représentés le gouvernement fédéral, les provinces et les universités. Le comité en question devait notamment faire des études sur les différents aspects de la pollution de l'eau, comme les objectifs régionaux et nationaux, en ce qui concerne la qualité des eaux, le coût de la pollution et les avantages pouvant découler de la lutte contre la pollution. Récemment, le mandat du comité a été amplifié pour s'étendre à la pollution de l'air et du sol, aussi bien qu'à la pollution de l'eau.

Il a ajouté:

Notre proposition comprenait une offre de financer le comité et de le pourvoir d'un secrétariat. Même si la majorité des provinces semblaient en faveur de la proposition, d'autres s'y opposaient. Nous regrettons vivement cette impasse, car elle ferme une avenue à une action conjointe.

Oui, monsieur l'Orateur, elle a fermé une voie qui aurait permis aux provinces et au gouvernement fédéral d'agir de concert. Cet après-midi, le ministre nous a dit qu'il instituerait un comité avec chaque province. Nous aurons donc dix comités distincts. C'est dire nettement qu'il y aura plusieurs importantes régions du Canada où le contrôle de la pollution n'existera pas.

M. Lewis: Bravo!

M. Harding: Il n'y aura ni initiative ni collaboration entre les autorités fédérales et provinciales.

Une voix: Lisez le projet de loi.

M. Harding: Je l'ai lu très attentivement. Mais il me semble que bon nombre de députés libéraux de l'arrière-ban n'ont pas pris le

[M. Harding.]

temps de le lire, sans quoi les discours de certains, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre, avant la présentation de la mesure, n'auraient pas été aussi optimistes.

Avant de traiter du bill lui-même, je tiens à faire la déclaration suivante: les députés des deux côtés de la Chambre ont maintes fois déclaré que les problèmes de la pollution sont, chez nous et dans d'autres pays, de plus en plus graves. Des avertissements nous proviennent de sources nombreuses. Un rapport scientifique très intéressant des Nations Unies mentionne que l'humanité se trouve dans une grave situation par suite de la pollution. Nous sommes en train de polluer notre milieu au point que nous nous détruirons inévitablement à moins de prendre des mesures immédiates et draconiennes pour protéger chacun de ses éléments. Parlant hier d'océanographie, un savant canadien a déclaré que le moteur à combustion interne pourrait sonner le glas de l'humanité, si l'on n'agit pas de toute urgence. Il a signalé que le péril menace non seulement le Canada mais aussi le monde entier à cet égard.

Monsieur l'Orateur, il est facile aussi de constater que les pesticides toxiques causent également un problème. Le gouvernement ne s'est guère imposé pour réglementer ces insecticides qui infestent notre milieu. Il y a dix jours environ, le premier ministre a décrété la réduction de l'emploi du DDT et déclaré que le gouvernement s'occuperait du problème des autres insecticides toxiques. Il y a longtemps qu'on aurait dû prendre cette initiative. Il y a des mois et des mois que nous aurions dû entreprendre des recherches dans ce domaine. Nous avons attendu que nos provinces et d'autres pays prennent des mesures à propos du DDT et nous avons piétinement suivi leurs traces. Pour suivre le mouvement, nous avons attendu que notre milieu ait subi des dégâts irréparables.

Il me semble que nous avons agi ainsi dans presque tous les domaines. Considérez, par exemple, la pollution de l'air. Que fait le gouvernement à ce propos? On a établi un ou deux comités et on a fait une petite enquête ici et là. Mais on n'est pas en train de fixer des normes. Notre pays comporte une faible population répartie sur une vaste superficie. Ainsi, nous croyons que ces problèmes peuvent nous échapper ou disparaître pendant quelque temps. Vous n'avez qu'à regarder autour de vous pour constater ce qui se passe dans certaines régions et pour voir comment elles sont affectées par la pollution de l'air. Voyez par exemple les États-Unis et la pollution dans la région de Los Angeles. Le véhicule automobile et les déchets industriels sont les principaux responsables du smog dans cette région. L'air est aujourd'hui tellement pollué que les écoliers de moins de 21 ans